



Projet
CONSEIL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
17 juillet 2017

Le Conseil, présidé par M^{me} Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débutera à 10 heures. Les ministres des affaires étrangères tiendront un débat sur les priorités relatives à la mise en œuvre de la **stratégie globale de l'UE** pour l'année à venir, dans le prolongement des travaux menés lors de leur session de juin.

Le Conseil discutera de la **République populaire démocratique de Corée (RPDC)** au vu des évolutions les plus récentes de la situation. Il devrait adopter des conclusions du Conseil à ce sujet.

Les ministres des affaires étrangères discuteront également de la **Libye**; ils se pencheront sur l'évolution récente de la situation et les perspectives d'avenir, compte tenu de la nomination du nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé.

Au cours du déjeuner, les ministres des affaires étrangères discuteront de la question des **migrations**, en se concentrant sur la situation de la route de la Méditerranée centrale, avec M. Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, et M. William Lacy Swing, directeur général de l'Organisation internationale des migrations.

Il est prévu que le Conseil adopte sans débat un certain nombre de décisions et de conclusions, notamment l'approbation d'un concept de gestion de crise pour une **mission PSCD civile visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Iraq**, ainsi que des conclusions du Conseil sur le **Pakistan**, sur les priorités de l'UE aux Nations unies et lors de la 72^e Assemblée générale des Nations unies et sur les moyens de faire face au risque de famine.

Possibilités de point presse:

- | | |
|--------------------------|--|
| +/- 9 h 45 (à confirmer) | Déclaration de la HR Federica Mogherini avant la session |
| +/- 13 h 30 | Accueil par la HR Federica Mogherini M. Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, et M. William Lacy Swing, directeur général de l'Organisation internationale des migrations (doorstep) |
| +/- 15 h 30 | Conférence de presse à l'issue du Conseil des affaires étrangères |

[Conférences de presse et manifestations publiques par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Mise en œuvre de la stratégie globale de l'UE

Le Conseil discutera des priorités relatives à la mise en œuvre de la stratégie globale de l'UE pour l'année à venir. Ce débat s'inscrit dans le prolongement de la discussion qui a eu lieu lors de la session du Conseil des affaires étrangères en juin et qui était axée sur la mise en œuvre de la stratégie globale de l'UE au cours de l'année écoulée.

Les ministres des affaires étrangères avaient salué le rapport sur la première année de mise en œuvre et mis en évidence l'important travail accompli au cours de l'année écoulée. De nombreux progrès ont été accomplis dans les cinq domaines prioritaires définis pour la première année de mise en œuvre, à savoir:

- la coopération en matière de sécurité et de défense,
- le renforcement de la résilience et la définition d'une approche intégrée des conflits et des crises,
- le renforcement du lien entre les politiques intérieures et extérieures dans des domaines tels que la migration, le développement durable, la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée,
- la mise à jour des stratégies régionales et thématiques existantes ou l'élaboration de nouvelles stratégies, et
- l'intensification des efforts en matière de diplomatie publique.

Le débat de lundi devrait fournir des orientations sur les priorités pour la période 2017-2018. Il est à prévoir que les priorités pour l'année à venir comprendront à la fois le suivi des axes de travail de la première année, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense, sur le lien interne/externe, la résilience et l'approche intégrée, ainsi que sur la communication stratégique et la diplomatie publique, mais aussi de nouvelles initiatives. Les ministres pourraient étudier les possibilités de renforcer l'action de l'UE en faveur de la gouvernance mondiale, notamment les Nations unies, ainsi que des ordres régionaux de coopération.

Le 28 juin 2016, la haute représentante a présenté la stratégie globale de l'UE intitulée "Vision partagée, action commune: une Europe plus forte" au Conseil européen. Cette stratégie vise à orienter la politique étrangère et de sécurité de l'UE au cours des années à venir. Le Conseil européen s'est félicité de cette présentation et a invité la haute représentante, la Commission et le Conseil à faire avancer les travaux. Le 17 octobre 2016, le Conseil a adopté des conclusions sur la stratégie globale de l'UE, dans lesquelles il a mis l'accent, pour la première année de mise en œuvre, sur la sécurité de l'Union, la résilience des États et des sociétés dans le voisinage oriental et méridional et une approche intégrée des conflits et des crises.

[Rapport sur la première année de mise en œuvre de la stratégie globale](#)

[Stratégie globale de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité \(site web\)](#)

[Conclusions du Conseil du 17 octobre 2016 sur la stratégie globale de l'UE](#)

[Coopération en matière de sécurité et de défense \(calendrier\)](#)

Corée du Nord

Les ministres des affaires étrangères auront un débat sur la République populaire démocratique de Corée (RPDC) au vu des derniers développements, notamment le lancement tout récent, le 4 juillet 2017, d'un missile balistique pouvant avoir une portée intercontinentale en violation flagrante de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. À cet égard, les ministres des affaires étrangères pourraient centrer la discussion sur les moyens de promouvoir un changement de comportement de la part de la RPDC et notamment sur la manière d'interagir avec les partenaires dans la région pour réduire les tensions dans la péninsule coréenne et autour de manière durable, maintenir le régime international de non-prolifération et améliorer la situation des droits de l'homme en RPDC.

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur la RPDC.

[Déclaration du Premier ministre Abe, du président Tusk et du président Juncker sur la Corée du Nord, le 6 juillet 2017](#)

[Conclusions du Conseil sur la République populaire démocratique de Corée \(RPDC\), le 12 décembre 2016](#)

[Relations UE-République populaire démocratique de Corée \(RPDC\), fiche d'information](#)

[Mesures restrictives de l'UE à l'encontre de la Corée du Nord \(note d'information\)](#)

Libye

Le Conseil débattrait de la situation en Libye et il devrait adopter des conclusions. Les ministres discuteront de la situation politique et de la situation en matière de sécurité en Libye. Ils feront le point sur la réponse de l'UE face à la situation et sur le soutien qu'elle apporte pour la stabilisation. Ils discuteront également des perspectives d'avenir du pays, compte tenu en particulier de la nomination récente de Ghassan Salamé comme représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Libye.

Les ministres des affaires étrangères examineront également les travaux en cours pour lutter contre la migration irrégulière le long de la route de la Méditerranée centrale. Dans un effort additionnel pour démanteler le modèle économique des réseaux de passeurs de migrants et de trafiquants d'êtres humains, le Conseil devrait instaurer des restrictions à l'exportation vers la Libye de certains produits susceptibles d'être utilisés pour faciliter le trafic illicite de migrants et la traite des êtres humains, notamment les canots gonflables et les moteurs hors-bord.

L'UE assiste la Libye et les Libyens à travers un soutien à une transition politique et un accord négocié acceptable pour les groupes légitimes dans le pays, y inclus par la coordination des efforts avec la Ligue Arabe, l'Union Africaine, les Nations Unies dans le cadre du Quartet Libye. L'UE fournit une assistance bilatérale à la Libye et une assistance ciblée dans le domaine de la migration. L'UE fournit également un soutien focalisé à la Libye à travers deux actions de politique de sécurité et de défense commune, EUBAM Libye et EUNAVFOR Med Operation Sophia.

L'EUNAVFOR MED opération Sophia est l'opération navale lancée par l'UE pour démanteler le modèle économique des passeurs et des trafiquants d'êtres humains dans la partie sud de la Méditerranée centrale. En outre, l'opération s'est vu assigner deux tâches de soutien, à savoir former la marine et les garde-côtes libyens et contribuer à la mise en œuvre de l'embargo des Nations unies sur les armes.

L'EUBAM Libya aide actuellement les autorités libyennes et noue un dialogue avec elles dans le domaine de la gestion des frontières, du contrôle de l'application des lois et de la justice pénale, en mettant particulièrement l'accent sur le sud de la Libye. La mission travaille à la planification d'une éventuelle mission de renforcement des capacités civiles et d'assistance en cas de crise.

[Relations UE-Libye \(fiche d'information\)](#)

[Conclusions du Conseil sur la Libye, 6 février 2017](#)

[EUNAVFOR MED opération SOPHIA](#)

[Mission de l'UE d'assistance aux frontières \(EUBAM\) en Libye](#)

Migrations

Au cours du déjeuner, les ministres des affaires étrangères procéderont à un échange de vues sur la question des migrations avec M. Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, et M. William Lacy Swing, directeur général de l'Organisation internationale des migrations.

Ils devraient se pencher en particulier sur la situation de la route de la Méditerranée centrale. Cette discussion fait suite au Conseil européen des 22-23 juin, lors duquel les dirigeants de l'UE ont souligné que les pertes de vies et la persistance des flux de migrants principalement économiques sur la route de la Méditerranée centrale constituaient un problème structurel et continuaient de susciter une préoccupation vive et pressante. Ils ont déclaré que l'UE et ses États membres devraient reprendre le contrôle pour éviter une aggravation de la crise humanitaire.

Ils ont demandé que de nouvelles mesures soient prises pour endiguer le flux des migrants depuis la Libye vers l'Italie sur la route de la Méditerranée centrale, y compris un meilleur soutien aux garde-côtes libyens, une coopération plus étroite avec les pays d'origine et de transit et l'intensification des efforts visant à augmenter le nombre des retours.

Le travail avec les pays partenaires en Afrique pour mieux lutter contre l'immigration irrégulière et les réseaux de passeurs continuera dans cet objectif, dans le contexte du cadre de partenariat. Les efforts déployés conjointement ont permis d'augmenter les retours volontaires assistés de migrants bloqués et de soutenir la création d'emplois et de projets à vocation sociale.

Des efforts accrus ont également été consentis le long de la route de la Méditerranée centrale depuis l'adoption de la communication conjointe sur la route de la Méditerranée centrale et de la déclaration de Malte. Il en a résulté une coopération plus efficace avec les pays partenaires et des partenaires internationaux tels que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). L'amélioration de la coordination entre l'UE et ses États membres a permis d'accroître l'effet de levier de l'UE à l'égard de ses partenaires. Il conviendrait cependant de la rendre encore plus étroite pour obtenir de meilleurs résultats, notamment en ce qui concerne la réduction du nombre d'arrivées irrégulières de migrants dans l'UE et le renforcement de la coopération entre l'UE et les pays partenaires afin d'assurer la mise en œuvre des retours et des réadmissions.

[Trouver des solutions aux pressions migratoires](#)

Autres points

Le Conseil devrait adopter sans débat plusieurs conclusions et décisions.

Mission PSDC civile en Iraq

Le Conseil devrait adopter un concept de gestion de crise relatif à une nouvelle mission PSDC civile en Iraq. En réponse à la demande des autorités irakiennes et conformément aux conclusions du Conseil du 19 juin sur l'Iraq, l'UE lancera une mission PSDC civile qui devrait être déployée à Bagdad à l'automne. L'adoption d'un concept de gestion de crise constitue la première étape du lancement d'une nouvelle mission PSDC.

La mission s'emploiera principalement à aider à la mise en œuvre des aspects civils de la stratégie irakienne de sécurité. Les experts dépêchés par l'UE seront chargés de conseiller et assister les autorités irakiennes dans des domaines de travail prioritaires répondant aux besoins des autorités du pays à cet égard.

La stratégie de sécurité nationale vise à doter l'État d'institutions qui soient en mesure de renforcer la sécurité et la paix et de prévenir les conflits dans le cadre de l'État de droit, et elle décrit un certain nombre de menaces contre la sécurité nationale, telles que le terrorisme, la corruption, l'instabilité politique et la polarisation ethnique ou confessionnelle.

[Conclusions du Conseil du 19 juin 2017 sur l'Iraq](#)

[Délégation de l'UE en Iraq](#)

Pakistan

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur le Pakistan. Il devrait y indiquer qu'il est clairement dans l'intérêt de l'UE que le Pakistan soit stable, sûr et démocratique.

Au cours des dernières années, la mise en œuvre du plan quinquennal destiné à renforcer les relations entre l'UE et le Pakistan, adopté en 2012, a permis d'approfondir les liens avec ce pays. L'UE a également intensifié ses dialogues institutionnels couvrant des domaines prioritaires, au nombre desquels figurent la coopération politique, la sécurité, la gouvernance et les droits de l'homme, les migrations, le commerce et l'énergie. D'autres dialogues ont été mis en place dans de nouveaux domaines, tels que la lutte contre le terrorisme, la non-prolifération et le désarmement.

L'UE et le Pakistan travaillent actuellement à la définition d'un cadre politique devant remplacer le plan quinquennal destiné à renforcer leurs relations, sous la forme d'un nouveau plan stratégique UE-Pakistan visant le même objectif.

[Délégation de l'UE au Pakistan](#)

Faire face au risque de famine

Le Conseil devrait adopter des conclusions intitulées "Faire face au risque de famine". Il devrait y faire remarquer que jamais les besoins humanitaires n'ont été aussi grands qu'en 2017. Les crises chroniques de sécurité alimentaire sont nombreuses et quatre pays sont gravement menacés de famine: le Yémen, le nord-est du Nigeria, la Somalie et le Soudan du Sud. Dans l'ensemble, ce sont quelque 20 millions de personnes qui pourraient mourir de faim dans ces pays.

Dans ces conclusions, il sera rappelé que l'UE et ses États membres ont collectivement fourni aux quatre pays menacés par la famine une aide humanitaire s'élevant à plus de 1,2 milliard d'euros et il sera lancé un appel à tous les donateurs, traditionnels et émergents, pour que des efforts supplémentaires soient accomplis. Le Conseil devrait toutefois signifier que l'argent n'est qu'une partie de la solution, que ces crises ont une origine humaine, qu'elles sont enracinées dans les conflits et qu'elles nécessitent des solutions politiques qui dépassent l'aide humanitaire.

[Famine - Quatre pays confrontés au risque de famine \(site web d'ECHO\)](#)

Priorités de l'UE aux Nations unies et lors de la 72^e Assemblée générale des Nations unies

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur les priorités de l'UE aux Nations unies et lors de la 72^e Assemblée générale des Nations unies. La première des priorités de l'UE sera de soutenir, de renforcer et de réformer les Nations unies et l'ordre mondial fondé sur des règles. Pour la 72^e Assemblée générale des Nations unies, l'UE axera ses efforts sur une gouvernance mondiale renforcée, sur la paix et la prévention des conflits et sur un programme pérenne pour le changement. L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que le thème des femmes, de la paix et de la sécurité, seront intégrés dans les trois domaines prioritaires.

[L'Union européenne aux Nations unies](#)
